

## « Au-delà du Bien et du Mal ». Peut-on faire l'histoire du nazisme sans recourir à des catégories morales ?

**Charlotte Soria**

Sorbonne Université – SIRICE (UMR 8138)

L'analyse du national-socialisme a longtemps été porteuse d'une histoire opposant le Bien au Mal. Sortir de ce schéma faisait courir le risque d'un manque de distance critique, voire pouvait constituer le signe d'une complaisance coupable avec le projet politique et social national-socialiste. Ces difficultés découlaient du projet nazi lui-même, porteur d'une « utopie sociale » qui devait incarner ses principes et intentions en inversant les règles morales. Désormais, les historiennes et historiens du nazisme tentent de dépasser ces catégories limitant l'analyse, comme le montre le renouvellement de l'histoire sociale du Troisième Reich autour de la notion - débattue - de *Volksgemeinschaft* nationale-socialiste.

*The study of National Socialism has for a long time been entangled in an interpretative framework opposing Good to Evil because of the weight of the crimes committed under the "Third Reich". Historians who didn't explicitly refer to this moral framework would run the risk of lacking critical distance, or even falling into complacency towards the National Socialist political and social project. Since the 2000s, however, following the memory changes and the progress of historiography, research attempts to go beyond these categories limiting the analysis, as shown by the renewal of the social history of the "Third Reich" due to the *Volksgemeinschaft* approach.*

*Die Untersuchung des Nationalsozialismus fand lange in einem moralischen, Gut und Böse gegenüberstellenden Interpretationsrahmen statt. Die Historikerinnen und Historiker, die wagten, diesen Rahmen zu verlassen, gingen das Risiko ein, den verbrecherischen Charakter des "Dritten Reiches" zu verharmlosen. Dieses methodische und analytische Problem ergab sich auch teilweise aus den "sozialen" Absichten des Regimes, eine neue auf rassistischen und sozialdarwinistischen Kriterien beruhende Gemeinschaft zu schaffen, die in der politischen Kommunikation des Regimes als "Volksgemeinschaft" bezeichnet wurde. Heute versuchen die Historikerinnen und Historiker, dank der Fortschritte in der Geschichtsschreibung und Vergangenheitsbewältigung, dieses Problem zu überwinden und die "Volksgemeinschaft" als einen relevanten Begriff für die Analyse des Nationalsozialismus zu benutzen.*

## « Au-delà du Bien et du Mal ».

### Peut-on faire l'histoire du nazisme sans recourir à des catégories morales ?

Le nazisme était « *une vision du monde, c'est-à-dire d'abord une vision de l'histoire (...). Cette histoire, incessamment racontée, est d'essence normative : le récit secrète de la norme, une norme qui dicte comment agir, et pourquoi*<sup>1</sup>. » Il s'agissait donc d'une idéologie cohérente - à l'intérieur d'un système clos et auto-référencé - conséquente et manichéenne, qui s'incarna, entre autres, dans des festivités et pratiques sociales, comme les célébrations. Ces célébrations, au cœur de la dynamique sociale du régime, contribuèrent à séparer en effet les *Volksgenossen* – les « bons » Allemands – des *Gemeinschaftsfremden* – les « étrangers à la communauté ».

Ce fut le cas du 1<sup>er</sup> mai. En 1933, cette journée fondatrice de l'identité ouvrière et socialiste depuis 1889 fut transformée en fête officielle du régime et jour de célébration de son idéal communautaire, la *Volksgemeinschaft* (« Communauté du peuple ») sous le nom de « Fête du travail national<sup>2</sup> » puis, en 1934, de « Fête nationale du peuple allemand<sup>3</sup> ». Cette journée prétendait inaugurer une nouvelle ère, en démontrant la victoire nazie sur le mouvement ouvrier marxiste et sa théorie, honnie, de lutte des classes. L'objectif était aussi de promouvoir, par la récupération et transformation de cette date symbolique, une nouvelle histoire dans laquelle tous les « bons » Allemands s'inséreraient. L'idéal de « communauté du peuple » était donc producteur d'idées et de valeurs, ainsi que de pratiques sociales et contribua - avec l'usage de violence la plus radicale - à l'instauration, à l'enracinement, à la pérennité voire à la radicalisation du régime national-socialiste.

Accepter ce caractère de révolution idéologique – au-delà de la pure manipulation cynique de dirigeants peu scrupuleux, fous ou criminels – et accepter qu'une grande partie des Allemands ait en définitive partagé cette vision du monde, parfois avec enthousiasme, a été pendant longtemps un tabou de l'écriture de l'histoire du Troisième Reich en Allemagne de l'Ouest, espace auquel nous limiterons ici notre analyse. Dans un contexte de dénazification de longue durée en effet, analyser les facteurs d'adhésion au régime le plus criminel de l'histoire allemande posait aux historiens un problème de méthode et un problème moral. Dès lors, comment analyser et interpréter l'histoire de la politique sociale et communautaire du régime sans recourir à des catégories morales ? De fait, la politique communautaire nationale-socialiste est longtemps restée un angle mort de la recherche, qui devait redéfinir la limite pervertie entre le Bien et le Mal. Mais l'approfondissement des méthodes historiques et le passage à un nouveau régime mémoriel ont légitimé le développement d'une histoire sociale renouvelée du régime. Aussi, malgré les débats, une étude de la société allemande à partir du concept de la *Volksgemeinschaft* s'avère fructueuse.

<sup>1</sup> Johann Chapoutot, *La Loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014, ici p. 521.

<sup>2</sup> *Gesetz über die Einführung eines Feiertages der nationale Arbeit* du 10 avril 1933, RGBl 1933 I, p. 191

<sup>3</sup> *Gesetz über die Feiertage* du 27 février 1934, RGBl. I 1934, p. 129.

## UNE « HISTOIRE SOCIALE » TABOUE SOUS LE POIDS DE LA MÉMOIRE DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE ET DES CRIMES NAZIS

L'écriture de l'histoire du national-socialisme a été marquée par le poids de la mémoire de la défaite, des crimes commis mais aussi de leur refoulement, jusqu'aux années 1960, en Allemagne de l'Ouest. Aussi, de 1949 aux années 1980, l'interprétation des causes de la stabilité du régime nazi a été dominée par l'étude des mécanismes politiques et policiers, soit par l'étude du paradigme de la violence, réelle et mise en scène<sup>4</sup>. Bien peu d'historiens allemands ont tenté de faire la synthèse entre les dynamiques répressives et sociales, en dépassant l'opposition binaire et parfois déculpabilisante entre le mythe social et la réalité répressive<sup>5</sup>. Mais les débats renouvelés à partir des années 1980 sur la mise en oeuvre de la Shoah ont remis au centre de l'analyse *in fine* la société allemande sous le nazisme à travers le prisme de la *Volksgemeinschaft*.

### Une analyse instrumentale et « totalitaire » des célébrations festives nazies

Après la Seconde Guerre mondiale, l'historiographie ouest-allemande est restée marquée par les rapports contrariés de l'opinion publique et des historiens avec le souvenir vécu du Troisième Reich et de la dénazification. Le régime mémoriel était alors calqué sur le modèle de l'amnistie, soit de l'oubli légal des crimes, instauré par des lois successives entre 1949 et 1954 : cette « politique du passé » (*Vergangenheitspolitik*) était consensuelle<sup>6</sup> car elle répondait alors à une demande sociale consistant à préférer ne pas savoir<sup>7</sup>.

Les historiens en charge de renouer les fils du récit national se sont dès lors attachés à des problématiques politiques, tenant à distance, tant historique qu'émotionnelle, les questions sociales, et inscrivant le régime national-socialiste dans une boucle historique qui aurait été achevée, le *Sonderweg*. Rechercher les causes et mécanismes de l'attachement de la population au régime était alors tabou. Et, partant, la recherche portait moins sur l'adhésion que sur le refus, tandis que la « communauté du peuple », tant vantée par le pouvoir avant 1945, était jugée après-guerre comme une fiction de propagande. Les travaux de l'époque se consacrèrent donc aux mécanismes politiques et policiers, faisant des Allemands les victimes de leurs dirigeants et en premier lieu d'Hitler. Les festivités publiques - dont celles du 1<sup>er</sup> mai - furent analysées à l'aune de la théorie du totalitarisme<sup>8</sup>, comme parties prenantes d'une communication de masse synonyme de lavage de cerveau. Leur histoire était donc écrite « par le haut » dans le cadre d'études qui portaient sur les

<sup>4</sup> Norbert Frei, *1945 und wir. Das Dritte Reich im Bewußtsein der Deutschen*, München, C.H. Beck, 2005.

<sup>5</sup> A l'instar de Hans-Ulrich Thamer, dans son ouvrage *Verführung und Gewalt. Deutschland 1933-1945*, Berlin, Siedler, 1986.

<sup>6</sup> Norbert Frei, *Vergangenheitspolitik. Die Anfänge der Bundesrepublik und die NS-Vergangenheit*, München, Beck, 1996.

<sup>7</sup> Saul Friedländer, *Réflexions sur le nazisme. Entretiens avec Stéphane Bou*, Paris, Seuil, 2016.

<sup>8</sup> Hannah Arendt, *Les Origines du totalitarisme. Le système totalitaire*, Paris, Editions du Seuil, 1972 (1955) ; Carl Friedrich et Zbigniew Brzezinski, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, New York, Praeger, 1956.

institutions majeures de l'Etat et du Parti, le *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda* et la *Propagandaleitung* du NSDAP, ainsi que leurs figures prééminentes, dont Joseph Goebbels<sup>9</sup>.

Cette approche a notamment été celle de Karlheinz Schmeer, dans un ouvrage fondateur qui avait autant vocation à analyser la machine de propagande nationale-socialiste, qu'à édifier les Allemands sur la réalité du nazisme et de son art de manipuler les masses. L'auteur ne manqua pas ainsi d'affirmer, dès l'avant-propos, le rôle politique et moral de son œuvre, guidé par le souci d'éclairer une société formée de personnes ayant vécu sous le nazisme et pour lesquelles l'impératif de condamnation né de la catastrophe, de la défaite et de la honte des crimes avait pour conséquence nécessaire une lecture critique et distanciée des pratiques culturelles et sociales du Troisième Reich. Ainsi, au sujet des manifestations publiques écrivait-il que

Leurs contours s'estompent dans notre conscience d'année en année plus vite<sup>10</sup>, et il n'est pas exclu que l'illusion publique revienne au-devant de la scène, une illusion que le régime national-socialiste s'était efforcé de maintenir pendant douze ans : les mises en scène sans aucun doute brillantes, souvent enthousiasmantes voire même grandioses, qui formaient la vie publique de tous les jours, auraient constitué l'expression spontanée et la preuve d'une nouvelle manière de vivre et d'un nouvel ordre de la vie, auraient été les « grandes représentations de soi festives de la Nation »<sup>11</sup>.

### Une histoire sociale sous surveillance

Interroger la nature du régime national-socialiste a soulevé dans un deuxième temps le problème de ses effets sur la société. Or, dès les « années de combat » sous la République de Weimar, le mouvement national-socialiste avait développé parmi ses grands thèmes de campagne une promesse d'unité et d'égalité. Dans la « nouvelle Allemagne » qu'il souhaitait créer, s'installerait, à la place des partis éparpillés et des classes ennemies, une *Volksgemeinschaft* unie et puissante. Ce terme était donc avant 1933 un slogan de propagande qui, pour les dirigeants du régime, devint réalité, par un miracle politique, dès 1934.

Or, c'est cette définition nationale-socialiste de la « communauté du peuple » qui a été conservée comme telle dans la recherche d'après-guerre, disqualifiant son usage à des fins analytiques. Les travaux d'histoire sociale et quantitative, en plein essor dans les années 1970, ont donc développé et documenté la thèse selon laquelle le nazisme n'avait pas entraîné de profondes modifications du système économique et social dans le sens d'une égalité sociale réelle et que le parti s'était, au contraire, largement appuyé sur les élites traditionnelles. Les historiens affirmèrent alors de manière définitive le caractère fictif de la *Volksgemeinschaft*<sup>12</sup>. Heinrich August Winkler la

<sup>9</sup> Citons notamment les travaux de Karlheinz Schmeer, *Die Regie des öffentlichen Lebens im Dritten Reich*, München, Pohl & Co., 1956 ; Ernest K. Bramstedt, *Goebbels and National Socialist Propaganda 1925-45*, East Lansing, Michigan State University, 1965 ; Karl-Dietrich Abel, *Presselenkung im NS-Staat*, Berlin, Colloquium-Verlag, 1968 ; Franz Dröge, *Der zerredete Widerstand. Soziologie und Publizistik des Gerüchts im Zweiten Weltkrieg*, Düsseldorf, Bertelsmann-Universitätsverlag, 1970 ; Jörg Bohse, *Inszenierte Kriegsbegeisterung und ohnmächtiger Friedenswille. Meinungslenkung und Propaganda im Nationalsozialismus*, Stuttgart, J. B. Metzler, 1988 ; Gerhard Paul, *Aufstand der Bilder. Die NS-Propaganda vor 1933*, Bonn, J.H.W. Dietz, 1992.

<sup>10</sup> Les traductions de l'allemand et de toute autre langue étrangère sont de l'auteure.

<sup>11</sup> K. Schmeer, *Die Regie*, op. cit., p. 5.

<sup>12</sup> N. Frei, *1945 und wir*, op. cit., p. 107-108.

décrivit comme un « *mythe*<sup>13</sup> » qui, selon Hans Mommsen, aurait caractérisé une « *intégration sociale mise en scène*<sup>14</sup> » où aurait eu lieu, pour Karl Dietrich Bracher, « *l'identification fictive de la direction oligarchique et dictatoriale avec les intérêts du "Tout", de la Volksgemeinschaft*<sup>15</sup>. » Si cette position historiographique reposait sur des arguments concluants, ses usages politiques méritent l'attention. En effet, elle avait vocation, sans le dire, à s'attaquer à une identification persistante au sein de vastes pans de la société allemande au souvenir des apports du régime national-socialiste : les autoroutes, la chute apparente de la criminalité, jusqu'au souvenir et la croyance en la cohésion sociale. La recherche soulignait donc en réaction le caractère violent et répressif du régime, son contrôle totalitaire sur les Allemands et le risque extraordinaire de toute tentative d'échapper à cette intention même de contrôle. Dans ce cadre interprétatif, la terreur constituait le facteur principal du maintien et de la pérennité du régime, les Allemands étaient des victimes, les nazis des bourreaux.

Une historiographie contraire qui, au regard de la popularité de telles tendances apologétiques, aurait poursuivi des recherches sur la capacité d'influence et d'action de l'idéologie communautaire, était moralement et historiquement condamnée. L'ouvrage novateur de l'historien britannique David Schoenbaum subit ce sort. Publié en 1966<sup>16</sup>, il défendait l'idée d'une « révolution sociale » nazie qui aurait permis l'ascension sociale d'une partie importante de la population allemande. Face à cette thèse hétérodoxe, l'historiographie classique, représentée notamment par Timothy Mason, défendit au contraire l'idée que l'idéal communautaire aurait été une stratégie mensongère visant à intégrer les ouvriers à l'État et à les préparer aux guerres de conquête<sup>17</sup>. Selon lui, le régime n'aurait pas été en état de créer un nouvel ordre social durable et rationnel, qui aurait amélioré les conditions de vie et aplani les inégalités sociales. La promesse communautaire n'aurait donc été que pure fiction, sans action ni effectivité sociale, un travestissement de la réalité, une promesse d'images, de presse et de papier. Dans sa recension du livre de T. Mason, Heinrich August Winkler se demandait ainsi : « *Qu'est-ce qui justifie réellement l'idée que les promesses sociales des nationaux-socialistes puissent être crues sur parole ?* », condamnant définitivement la « communauté du peuple » comme une formule creuse sans réalité historique et l'attention que l'historien pourrait lui porter comme une grave erreur d'analyse, sans distance critique avec le vécu des contemporains du nazisme<sup>18</sup>.

### Le génocide au cœur du récit du nazisme : historicisation et risques d'apologie

Après le tournant, judiciaire, politique et mémoriel des années 1960, la place des génocides et, en premier lieu, du génocide juif, a progressivement gagné en importance dans l'histoire du nazisme. Et, suivant l'avancée de l'histoire sociale vers une histoire des acteurs sociaux, la question

<sup>13</sup> Heinrich August Winkler, « Vom Mythos der Volksgemeinschaft », dans *Archiv für Sozialgeschichte* 17, 1977, p. 484-490.

<sup>14</sup> Hans Mommsen, « Volksgemeinschaft », dans Carola Stern et al. (dir.), *Lexikon zur Geschichte und Politik im 20. Jahrhundert*, Bd. 2, Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1971, p. 830.

<sup>15</sup> Karl Dietrich Bracher, *Zeitgeschichtliche Kontroversen. Um Faschismus, Totalitarismus, Demokratie*, München, Piper, 1976, p. 43.

<sup>16</sup> David Schoenbaum, *La Révolution brune. La société allemande sous le IIIe Reich*, Paris, Robert Laffont, 1976.

<sup>17</sup> Timothy W. Mason, *Sozialpolitik im dritten Reich*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1977.

<sup>18</sup> H. A. Winkler, *art. cit.*, ici p. 484-490.

de la participation de tous les Allemands est devenue un enjeu historique, politique et moral dans les années 1990, suscitant d'importants débats.

Si le génocide juif n'avait été traité que sur douze pages dans la première histoire globale du Troisième Reich<sup>19</sup>, la question de sa place et de sa fonction dans l'histoire du national-socialisme a gagné en acuité, en lien avec la question de ses origines et de sa fonction. Cette question s'est alors insérée au sein d'un débat plus vaste, opposant deux écoles : l'école intentionnaliste et l'école fonctionnaliste. L'opposition entre ces deux écoles culmina en 1979, lors d'une conférence de l'Institut historique allemand de Londres portant sur le thème « Structure politique et société du Troisième Reich<sup>20</sup> ». Les structuralistes mettaient l'accent sur l'analyse des structures, en lien avec le renouvellement historiographique apporté par l'intégration des problématiques de la sociologie historique à l'écriture de l'histoire. Leurs détracteurs soulignaient qu'ils couraient alors le risque de minorer le caractère idéologique du régime national-socialiste et d'oublier le rôle des dirigeants du régime, en premier lieu Adolf Hitler<sup>21</sup>. Cette analyse enrichie des structures de pouvoir n'allait-elle pas mener à une banalisation (*Verharmlosung*) du régime et de ses intentions criminelles<sup>22</sup> ?

Cette question fut de nouveau soulevée dans le cadre d'un dialogue difficile mais fructueux entre Martin Broszat et Saul Friedländer sur l'historicisation du nazisme<sup>23</sup>. En 1985, Martin Broszat avait en effet appelé à abandonner la « distanciation de mise », « une forme du refoulement et du tabou » qui aurait empêché un accès réel à l'analyse et la compréhension de la période 1933-1945<sup>24</sup>. L'étude de la catastrophe nationale-socialiste et de la dictature devait alors être remplacée par l'histoire du temps national-socialiste. Saul Friedländer s'opposa à cette approche en soulignant les risques d'une histoire sociale renouvelée par l'histoire du quotidien qui ferait perdre de vue la centralité du génocide<sup>25</sup>. Ce débat moral se doublait donc d'un débat méthodologique, l'histoire du quotidien étant alors face au défi de son articulation à un récit plus global et du sens à donner, en l'occurrence, à la période nationale-socialiste, un sens qui aurait différé en fonction des sources et des méthodes utilisées.

En outre, ce débat a dépassé la sphère académique. Dès 1982, l'arrivée au pouvoir d'Helmuth Kohl avait été l'occasion pour certains historiens de droite, notamment Michael

<sup>19</sup> Karl Dietrich Bracher, *Die deutsche Diktatur: Entstehung, Struktur, Folgen des Nationalsozialismus*, Köln, Kiepenheuer & Witsch, 1969.

<sup>20</sup> Gerhard Hirschfeld et Lothar Kettenacker (dir.), *Der Führerstaat : Mythos und Realität. Studien zur Struktur und Politik des Dritten Reiches*, Stuttgart, E. Klett, J.G. Cotta, 1981.

<sup>21</sup> Citons notamment les réflexions de Martin Broszat, *L'Etat hitlérien : l'origine et l'évolution des structures du IIIe Reich*, Paris, Fayard, 1986 et de Hans Mommsen, *Beamtenum im Dritten Reich. Mit ausgewählten Quellen zur nationalsozialistischen Beamtenpolitik*, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1966.

<sup>22</sup> Comme on peut le lire dans la synthèse rédigée par Timothy Mason sur l'opposition entre ces deux courants dans « Intention and Explanation : A Current Controversy about the Interpretation of National Socialism », dans Gerhard Hirschfeld et Lothar Kettenacker (dir.), *Der Führerstaat : Mythos und Realität. Studien zur Struktur und Politik des Dritten Reiches*, Stuttgart, E. Klett, J.G. Cotta, 1981, p. 23-42, ici p. 23.

<sup>23</sup> Correspondance publiée dans Martin Broszat et Saul Friedländer, « Um die "Historisierung des Nationalsozialismus". Ein Briefwechsel », dans *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 36, 1988, p. 339-372.

<sup>24</sup> Martin Broszat, « Plädoyer für eine Historisierung des Nationalsozialismus », *Merkur Heft* 39, 1 Mai 1985, p. 373-385.

<sup>25</sup> Saul Friedländer, « Überlegungen zur Historisierung des Nationalsozialismus », dans Dan Diner (dir.), *Ist der Nationalsozialismus Geschichte? Zu Historisierung und Historikerstreit*, Frankfurt-am-Main, Fischer, 1987, p. 34-50.

Stürmer<sup>26</sup> et Andreas Hillgruber<sup>27</sup>, de proposer une interprétation conservatrice de l'histoire de l'Allemagne. Cette lecture « révisionniste » devait consolider une identité allemande nouvelle et abandonner ce que ses défenseurs considéraient comme une « névrose de la culpabilité collective ». Le débat s'est alors cristallisé sur la question des origines de la politique génocidaire nazie dans le cadre de l'*Historikerstreit* après qu'Ernst Nolte avance dans un article la thèse selon laquelle le génocide juif aurait été une réaction aux goulags soviétiques<sup>28</sup>. L'auteur niait ainsi la singularité de la destruction des Juifs d'Europe<sup>29</sup>. Mais, les réactions à la thèse de Nolte et l'approfondissement des arguments qui suivit renforcèrent en définitive l'idée que la Shoah avait une signification centrale dans l'histoire du nazisme. Et, s'appuyant sur les apports et méthodes de l'histoire du quotidien, Saul Friedländer écrivit une histoire magistrale, « intégrative et intégrée », mêlant structures et intentions, macro-histoire et micro-histoire, vision des bourreaux et des victimes, dans *L'Allemagne nazie et les Juifs*<sup>30</sup>.

Dans les années 1990, l'histoire sociale du génocide avait en effet porté sur les bourreaux et les acteurs (*Täterforschung* ou recherche sur les bourreaux). À partir de 1995, l'exposition itinérante documentant définitivement « Les crimes de la Wehrmacht<sup>31</sup> » fut un événement historique et médiatique majeur ; elle révéla à tous le souvenir refoulé de la participation des simples soldats à la guerre d'anéantissement menée à l'Est ; les réactions politiques et de l'opinion publique furent violentes. Les historiens se penchèrent sur les motivations de cette collaboration active à la politique génocidaire du régime et à ses crimes de guerre. Et, si Christopher Browning étudia différents facteurs dans la « brutalisation » du 101<sup>e</sup> bataillon de réserve de la police de Hambourg<sup>32</sup>, Omer Bartov démontra le poids de l'idéologie dans la radicalisation des troupes<sup>33</sup>. Enfin, le débat dépassa le cercle académique avec la parution en Allemagne de l'ouvrage de Daniel Goldhagen sur les « bourreaux volontaires d'Hitler<sup>34</sup> », qui interrogea les conditions politiques et sociales créées par le régime national-socialiste qui auraient permis la réalisation du génocide. L'auteur y défendait l'idée d'un « antisémitisme éliminationniste », diffus en Allemagne depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Et, si cette thèse radicale fut invalidée, elle souligna par contrecoup l'importance et la nécessité d'une analyse de la nature et des mécanismes de la *Volksgemeinschaft*, d'une analyse donc globale de la société allemande prise dans la période nationale-socialiste.

<sup>26</sup> Michael Stürmer, *Dissonanzen des Fortschritts: Essays über Geschichte und Politik in Deutschland*, München, Piper, 1986.

<sup>27</sup> Andreas Hillgruber, *Zweierlei Untergang. Die Zerschlagung des Deutschen Reiches und das Ende des europäischen Judentums*, Berlin, Siedler Verlag, 1986.

<sup>28</sup> Ernst Nolte, « Vergangenheit, die nicht vergehen will », *F.A.Z.*, 6 juin 1986.

<sup>29</sup> Jürgen Habermas, « Eine Art Schadenabwicklung. Die apologetischen Tendenzen in der deutschen Zeitgeschichtsschreibung », *Die Zeit*, 11 juillet 1986.

<sup>30</sup> Saul Friedländer, *L'Allemagne nazie et les Juifs*, Paris, Ed. du Seuil, 1997-2008.

<sup>31</sup> Hamburger Institut für Sozialforschung (éd.), *Verbrechen der Wehrmacht. Dimensionen des Vernichtungskrieges 1941–1944*, Hamburg, Hamburger Edition, 2002 (édition augmentée).

<sup>32</sup> Christopher R. Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101<sup>e</sup> bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, « Histoire », 1994.

<sup>33</sup> Omer Bartov, *L'Armée d'Hitler. La Wehrmacht, les nazis et la guerre*, Paris, Hachette, 1999.

<sup>34</sup> Daniel Goldhagen, *Hitlers willige Vollstrecker. Ganz gewöhnliche Deutsche und der Holocaust*, Berlin, Siedler, 1996.

## L'APPORT DU CONCEPT DE *VOLKSGEMEINSCHAFT* À UNE ANALYSE DE LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE SOUS LE NAZISME

### Les débats relancés autour du concept de *Volksgemeinschaft*

Le débat sur la réalité de la *Volksgemeinschaft* a été relancé au début des années 2000 autour de positions toujours vives, qui n'ont pas empêché le développement d'une historiographie féconde. Depuis lors, deux fois plus d'ouvrages historiques ont porté sur ce terme que lors des vingt-cinq années précédentes<sup>35</sup>. Cette nouvelle approche de la société allemande sous le Troisième Reich s'est enrichie des apports de la recherche des années 1990, qui a placé comme point nodal du récit de l'époque nationale-socialiste les politiques et pratiques racistes et génocidaires du régime. Et, si les différents modèles explicatifs partant du paradigme de la violence, faisant des Allemands des victimes, des suiveurs, des spectateurs ou des bourreaux, n'ont pas constitué une réponse totalement satisfaisante à la complexité de la « route tortueuse vers Auschwitz<sup>36</sup> », ils ont stimulé la réflexion sur la pertinence du concept de *Volksgemeinschaft*<sup>37</sup>. Car, accepter la réalité de la « communauté du peuple » équivaut à affirmer, à la suite des travaux du projet-Bavière (*Bayern Projekt*) dirigé par Martin Broszat<sup>38</sup>, du projet d'histoire orale de Lutz Niethammer sur l'histoire quotidienne dans la Ruhr de 1930 à 1960 (*Lebensgeschichte und Sozialkultur im Ruhrgebiet 1930-1960*<sup>39</sup>) et du livre fondateur de Detlev Peukert<sup>40</sup>, l'adhésion de la majorité des Allemands au projet communautaire national-socialiste. En s'appuyant sur ces apports, les historiens ont pu dépasser l'opposition binaire entre les bons allemands et les méchants nazis pour se pencher sur la nature et les mécanismes de la « communauté du peuple » considérée comme un dispositif complexe.

Pour cela, il a fallu redéfinir ce terme pour le dégager de l'empreinte nationale-socialiste qui en invalidait l'utilisation pour l'écriture de l'histoire. C'est ce qu'a illustré l'échange, datant de 2011, entre Ian Kershaw et Michael Wildt, deux historiens majeurs du nazisme. Le premier, plaçant pour une utilisation ciblée du concept<sup>41</sup>, a admis que l'image positive de la *Volksgemeinschaft* « n'était pas seulement un slogan martelé de la propagande, mais aussi gagna en signification par des pratiques sociales<sup>42</sup> ». Surtout, il mit l'accent sur l'importance des dynamiques d'exclusion et d'inclusion racistes, puisque l'utilisation de caractères biologiques à l'encontre des Allemands juifs était une spécificité du

<sup>35</sup> Janosch Steuer, « Was meint und nützt das Sprechen von der ›Volksgemeinschaft‹? Neuere Literatur zur Gesellschaftsgeschichte des Nationalsozialismus », dans *Archiv für Sozialgeschichte* (53), Bonn, J.H.W. Dietz Nachf., p. 487-534, ici p. 487.

<sup>36</sup> Karl A. Schleunes. *The Twisted Road to Auschwitz: Nazi Policy toward German Jews, 1933-1939*. Urbana and Chicago, University of Illinois Press, 1970.

<sup>37</sup> N. Frei, *1945 und wir*, op. cité, p. 127-128.

<sup>38</sup> Martin Broszat (Hrsg. u. a.), *Bayern in der NS-Zeit*, München, Oldenbourg, 1977-1983.

<sup>39</sup> Entreprise éditoriale marquée par la parution, entre autres, de l'ouvrage dirigée par Lutz Niethammer, « *Die Jahre weiß man nicht, wo man die heute hinsetzen soll* »: *Faschismuserfahrungen im Ruhrgebiet*, Berlin/Bonn, Verlag J.H.W. Dietz Nachf. GmbH, 1983.

<sup>40</sup> Detlev Peukert, *Volksgenossen und Gemeinschaftsfremde. Anpassung, Ausmerze und Aufbegehren unter dem Nationalsozialismus*, Köln, Bund-Verlag, 1982.

<sup>41</sup> Ian Kershaw, « "Volksgemeinschaft". Potenzial und Grenzen eines neuen Forschungskonzepts », dans *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte* 59 (2011), München / Berlin, p. 1-17.

<sup>42</sup> Ibid., p. 7.



programme national-socialisme dès 1920. Or, après 1933 la liste des exclus s'allongea, car « *les limites de cette communauté étaient par définition posées là où la zone des exclus commençait* », avec la participation active de la population qui put en tirer profit<sup>43</sup>. En réponse, Michael Wildt<sup>44</sup>, admit que, si la « communauté du peuple » ne pouvait être considérée comme une « *formation sociale solide* », elle fournissait une clé de lecture du monde, une image de soi à laquelle les Allemands auraient majoritairement adhéré. Comme Hans-Ulrich Thamer l'avait déjà souligné, il s'agirait donc de mener une histoire sociale subjective, une « histoire de l'expérience » (*Erfahrungsgeschichte*), à l'instar des travaux menés par Moritz Föllmer<sup>45</sup>. En effet, si cette histoire subjective n'affirme pas la réalité statistique d'une « société entre égaux » nationale-socialiste, elle souligne, partant des acteurs sociaux, que cette croyance et que les esprits attachés à celle-ci auraient eu une action sociale au fondement et au cœur du *Politique*<sup>46</sup>. Dans ce cadre, la limite entre inclusion et exclusion entre les « bons » à intégrer et les « méchants » à éliminer n'était pas donnée, n'existait pas en soi, mais était tracée par la « *pratique sociale* », qui créait quotidiennement une « *distance sociale* » entre les Allemands juifs notamment et les *Volksgenossen*, cela en premier lieu pour Michael Wildt par la violence, à l'échelle locale<sup>47</sup>. Au cœur de la recherche historique sur la « communauté du peuple », ce sont donc les processus de « mise en communauté » (*Vergemeinschaftung*) qui doivent être étudiés et, parmi eux, les représentations des individus<sup>48</sup>.

### La définition « canonique » du concept de la *Volksgemeinschaft*

En 2014, Martina Steber et Bernhard Gotto ont proposé une définition désormais considérée comme canonique du concept de « communauté du peuple », soulignant son caractère polysémique et l'épaisseur du projet de recherche associé :

Premièrement un ordre pensé, un idéal social national-national-socialiste projeté, la promesse et l'utopie d'un futur brillant, dans lequel les hommes pourraient inscrire leur quête de bonheur individuel; deuxièmement un système d'inscription sociale double, séparant, par un processus perpétuel de négociations, les personnes en deux groupes, les "*Volksgenossen*" d'une part, les "*Gemeinschaftsfremden*" de l'autre ; troisièmement une référence et une stratégie de justification

<sup>43</sup> Ibid. pages 7-8, l'auteur s'appuyant en cela sur les travaux de Detlev Peukert, *Volksgenossen und Gemeinschaftsfremde*, op. cité, 1982; Robert Gellately, *The Gestapo and German Society. Enforcing Racial Policy, 1933-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1990 ; Eric A. Johnson, *Nazi Terror. The Gestapo, Jews, and Ordinary Germans*, New York, Basic, 1999.

<sup>44</sup> Michael Wildt, « "Volksgemeinschaft". Eine Antwort auf Ian Kershaw », dans *Zeithistorische Forschungen* 8, 2011, p. 102-109.

<sup>45</sup> Notamment dans *Individuality and Modernity in Berlin. Self and Society from Weimar to the Wall*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

<sup>46</sup> Alf Lütke, « Herrschaft als soziale Praxis », dans id. (dir.), *Herrschaft als soziale Praxis. Historisch- und Sozial-Anthropologischen Studien*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 1991.

<sup>47</sup> Michael Wildt, *Volksgemeinschaft als Selbstermächtigung. Gewalt gegen Juden in der deutschen Provinz 1919 bis 1939*, Hamburg, Hamburger Edition, 2007.

<sup>48</sup> Alf Lütke, « Einleitung: Was ist und wer treibt Alltagsgeschichte? », dans Ibid. (dir.), *Alltagsgeschichte. Zur Rekonstruktion historischer Erfahrungen und Lebensweisen*, Frankfurt a. M., Campus Verlag, 1989, pages 9-47, ici p. 12.

pour l'action stratégique et la communication ; quatrièmement une dimension actionnelle, presque une incitation à l'action individuelle et à la coopération avec la dictature.<sup>49</sup>

Les auteurs soulignent ainsi que ce projet ne fut pas seulement subi ou vécu, voire seulement traversé par les Allemands, mais qu'il fut aussi conçu et agencé par le concours de nombre d'entre eux. Cette définition dépasse la dichotomie classique entre mythe et réalité, entre les « bons » et les « méchants », en même temps qu'elle se détache du souvenir vécu de cette « communauté » par la génération des contemporains du régime.

C'est dans ce cadre que s'était inscrit dès 2009 le travail du collège de chercheurs posant la question d'une « "Communauté du peuple" nationale-socialiste ? Construction, capacité d'action sociale et souvenir à l'échelle locale » (*Nationalsozialistische Volksgemeinschaft? Konstruktion, gesellschaftliche Wirkungsmacht und Erinnerung vor Ort*). Ce collège, formé au sein de quatre universités de Basse-Saxe - Hannover, Göttingen, Oldenburg et Osnabrück, a produit entre autres sept volumes d'une recherche sur l'histoire de la *Volksgemeinschaft* nationale-socialiste qui ont documenté les différentes approches et réflexion à partir de ce concept<sup>50</sup>. De nombreuses contributions théoriques ont été publiées, mais aussi, dans une moindre mesure, des études empiriques, notamment au sujet des célébrations et politiques communautaires du régime.

### Le 1<sup>er</sup> mai, fabrique culturelle, sociale et politique de la *Volksgemeinschaft* nationale-socialiste

Le 1<sup>er</sup> mai est devenue fête nationale en 1933, fête politique par conséquent. La justification légale de cette création était la suivante si l'on suit le texte rédigé par le ministre du Reich de l'Intérieur Wilhelm Frick et envoyé aux autres ministres du Reich le 21 avril 1933 :

L'introduction de ce jour de fête du travail national le 1<sup>er</sup> mai doit construire un symbole visible de l'aube d'une nouvelle "communauté du peuple" allemande. Ce jour-là, le peuple allemand doit exprimer sa communauté de destin indissoluble avec les travailleurs allemands, l'ouvrier allemand sa solidarité avec l'ensemble du peuple sous une forme festive et animée par ses espérances dans l'avenir<sup>51</sup>.

Cette journée était marquée alors par différentes manifestations à Berlin, modèle sur lequel les autres festivités publiques organisées dans le Reich devaient se calquer et que les participants devaient suivre grâce à la médiatisation de masse, les réunions publiques fournissant autant d'occasion d'écoute en groupe. Dans la matinée avait lieu une réunion de la jeunesse (*Jugendkundgebung*) avant l'accueil des délégations de travailleurs par Adolf Hitler. Le *Staatsakt* (fête

<sup>49</sup> Martina Steber et Bernhard Gotto, « Volksgemeinschaft im NS-Regime: Wandlungen, Wirkungen und Aneignungen eines Zukunftsversprechens », dans *Vierteljahresheft für Zeitgeschichte*, 3, 2014, p. 433-445, ici p. 434.

<sup>50</sup> Citons entre autres Detlef Schmiechen-Ackermann (dir.), *„Volksgemeinschaft“: Mythos, wirkungsmächtige soziale Verheißung oder soziale Realität im „Dritten Reich“?: Zwischenbilanz einer kontroversen Debatte*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2012; Dietmar von Reeken et Malte Thießen (dir.), *Volksgemeinschaft < als soziale Praxis. Neue Forschungen zur NS-Gesellschaft vor Ort*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2013 ; Detlef Schmiechen-Ackermann et al. (dir.), *Der Ort der ›Volksgemeinschaft‹ in der deutschen Gesellschaftsgeschichte*, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2018.

<sup>51</sup> Bundesarchiv (désormais BArch), R43-II/1268, p. 18-19.

principale) était organisé quant à lui dans la soirée avant d'être avancé à l'après-midi à partir de 1934. D'autres festivités publiques se greffaient sur celles de l'État : la veille, la journée était ouverte par une *Walpurgisnacht* (« nuit de Walpurgis ») organisée par les mouvements de jeunesse du NSDAP ; le 1<sup>er</sup> mai, la *Reichskulturkammer* (« chambre culturelle du Reich ») organisait sa fête annuelle au cours de laquelle les productions culturelles remarquables étaient mises à l'honneur ; la journée se terminait par une retraite aux flambeaux (*Fackelzug*) jusqu'au Lustgarten.

Mais cette fête avait aussi des conséquences sociales. Tout d'abord parce qu'il s'agissait d'un jour férié et chômé depuis 1933, ce qui donna lieu à de longues négociations sur les salaires à verser, les suppléments à ajouter en cas de travail obligatoire, mais ce qui conduisit aussi à des adaptations, pendant la guerre, suite à l'utilisation de travailleurs étrangers, de travailleurs forcés et de travailleurs des camps. Ensuite, parce qu'à partir de 1934 et de la Loi sur l'organisation du travail national<sup>52</sup>, les *Betriebsgemeinschaften* (« communautés d'entreprise ») devinrent des acteurs majeurs de cette journée en organisant des manifestations s'insérant dans le projet politique national, par l'encadrement des travailleurs, et par les avantages sociaux qu'elles pouvaient verser ou offrir à leurs salariés à cette occasion. Or, si la fête resta un jour férié et chômé jusqu'en 1942 compris, les festivités publiques disparurent à partir de 1940. Les avantages sociaux et financiers associés perdurèrent cependant pendant la guerre, contribuant à la transformation de cette *Volksgemeinschaft* en une *Kampfsgemeinschaft* à l'arrière, et creusant encore plus nettement le fossé avec les exclus, vivant désormais en Allemagne et dans toute l'Europe occupée, par le recours à une main-d'œuvre étrangère au statut inégal en fonction de sa « race ».

Ainsi, étudier le 1<sup>er</sup> mai - la fête de la *Volksgemeinschaft* - pose la question des modalités de cette « politique communautaire » et le problème de la mesure d'une transformation sociale sous l'action d'une idéologie. En effet, travailler sur ce jour férié et les festivités liées permet une analyse pluridimensionnelle propre à saisir la complexité sociale du régime national-socialiste. Et, si l'on suit la grille d'analyse dégagée par Martina Steber et Bernhard Gotto, les festivités du 1<sup>er</sup> mai projetaient et mettaient en pratique un ordre pensé, un idéal social national-socialiste, la promesse et l'utopie d'un futur brillant, dans lequel les hommes pouvaient inscrire leur quête individuelle de bonheur : un futur entre « égaux ». Mais ce processus s'inscrivait dans une logique de combat, voire dans une « psychose » de forteresse assiégée, alimentée par la communication politique du régime. Le dispositif du 1<sup>er</sup> mai, comme celui de la *Volksgemeinschaft*, n'avait en aucun cas une visée émancipatrice mais, au contraire, avait pour objectif de mettre en conformité certains citoyens et d'en exclure d'autres. En effet, il projetait et mettait en pratique un ordre social aux inégalités profondes et croissantes, traduites dans la place attribuée à chacun et à chacune lors des célébrations et festivités, comme dans le traitement salarial et fiscal de cette journée. Les festivités formaient le cadre d'un système d'inscription sociale double, séparant par un processus perpétuel de négociations - et cela jusque pendant la guerre - les personnes en deux groupes principaux, les *Volksgenossen* et les *Gemeinschaftsfremden*, dont les contours évoluèrent jusque pendant le conflit. Cette hiérarchisation se concrétisait dans la participation ou non et, en réalité, à divers degrés, aux différentes manifestations et au rang de chacun et de chacune dans celles-ci. S'identifier à la *Volksgemeinschaft* par cette participation reposait donc sur une incitation à l'action individuelle et à la coopération avec la dictature. En retour, faire référence à la nécessaire adhésion à la

<sup>52</sup> *Gesetz sur Ordnung der nationalen Arbeit*, 20 janvier 1934, RGBl. I 1934, p. 45 sq.

*Volksgemeinschaft* par une participation attendue de toutes et tous, sous des formes codifiées à l'avance et répétées chaque année, fournissait une démonstration de l'adhésion de tous les *Volksgenossen* au régime et à ses objectifs, ainsi qu'un appel à la mission qui leur était assignée : la mobilisation, jusqu'au sacrifice de soi, de la *Leistungsgemeinschaft* (communauté productive) au service du *Volk* (peuple) et du *Führer*.

## FAIRE UNE HISTOIRE DE LA VOLKSGEMEINSCHAFT PAR L'ANALYSE D'UNE JOURNÉE FESTIVE

Détaché du souvenir vécu des contemporains, de la honte de l'après-guerre et du risque de banalisation, le concept actualisé de *Volksgemeinschaft* permet d'approfondir l'analyse de la société allemande sous le nazisme en dépassant les dichotomies morales opposant le Bien et le Mal ainsi que les cadres traditionnels de l'histoire sociale opposant statistiques, mentalités et émotions. En partant des convictions et intentions des acteurs, cette approche permet une analyse compréhensive de leur action dans et sur la société, sans effacer les difficultés ou échecs relatifs qui marquaient chaque année l'organisation et le déroulement de la journée. De fait, ces problèmes suscitaient des adaptations.

Nous proposerons ici quelques axes d'étude concrets de la fête officielle du 1<sup>er</sup> mai, ainsi que de ses conséquences sociales, en nous appuyant sur l'exploitation encore incomplète d'archives variées permettant de saisir l'épaisseur de cette journée, dans sa dimension publique – à l'échelle des quartiers, villes, *Gaue*, *Reich* – comme dans sa retransmission médiatique, mais aussi dans sa dimension privée et, en premier lieu dans le cadre des entreprises.

### Fondements et pratiques d'une « révolution culturelle » : l'invention idéale et formelle de la *Volksgemeinschaft*

La définition nationale-socialiste de l'idéal de la *Volksgemeinschaft* procéda d'une invention progressive et découla d'apports de différents acteurs. De fait, l'idée elle-même de « communauté du peuple » n'était pas un concept propre au Mouvement<sup>53</sup>. Or, cet idéal resta hétérogène entre 1933 et 1945 malgré la volonté unificatrice des autorités du régime. Cette définition passait, entre autres, par un événement médiatique complexe et multimédial sur le modèle de la fête du parti (*Parteitag*) du NSDAP mais qui, dans le cas du 1er mai et en raison du caractère à l'origine étranger de la fête à la culture du parti, aurait permis, par l'utilisation de divers dispositifs, l'acculturation de la population allemande. Ainsi, Peter Fritzsche a affirmé que « la popularité durable du régime reposait sur l'idée de *Volksgemeinschaft*, ou communauté du peuple. Le concept n'était pas nazi, et n'était pas perçu comme opposé ou étrange<sup>54</sup>. »

Sous la République de Weimar en effet, la « communauté du peuple », liée au souvenir de « l'esprit de 1914 » ou « expérience d'août » (*Augusterlebnis*), était devenue une idée dominante et

<sup>53</sup> Norbert Götz, « Die Nationalsozialistische "Volksgemeinschaft" im synchronen und diachronen Vergleich », dans Detlef Schmiechen-Ackermann (dir.), *"Volksgemeinschaft". Mythos, wirkungsmächtige soziale Verheißung oder soziale Realität im "Dritten Reich"? Zwischenbilanz einer kontroversen Debatte* (Nationalsozialistische "Volksgemeinschaft", Bd. 1), Paderborn / München etc, Ferdinand Schöningh Verlag, 2012, p. 55-67, ici p. 57.

<sup>54</sup> Peter Fritzsche, *Vivre et mourir sous le III<sup>e</sup> Reich. Dans l'intimité des Allemands*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2012.

transpartisane<sup>55</sup>. Elle avait alors un caractère vague et recouvrait des interprétations contraires, qui avaient cependant aussi des points communs ; la nostalgie du souvenir d'unité nationale du début du conflit mondial, d'un âge d'or fantasmé d'une part, l'espoir en un ordre politique futur qui serait idéal de l'autre<sup>56</sup>. Récupérée à son seul profit par le gouvernement national-socialiste, elle était à l'honneur lors des célébrations du 1<sup>er</sup> mai. Or, dans la langue d'Adolf Hitler, cette idée n'était pas clairement définie avant 1933. Synonyme de peuple (*Volk*) dans un sens raciste, il inscrivit progressivement cette idée dans le sens d'un appel au dépassement des différences de classe et de la division du peuple allemand vers la création d'une unité *völkisch*. Il ne s'agissait donc pas d'un concept émancipateur, car il soutenait l'idée d'un ordre social inégalitaire et tourné vers la réalisation d'une *Leistung*, d'une performance, soit en définitive d'une « communauté du combat ».

Cette définition était transmise dans les discours publics et officiels tenus par les dirigeants du régime et diffusés dans toute l'Allemagne par la radio, en direct. Les discours d'Adolf Hitler, centraux, suivaient ainsi toujours le même modèle : la désignation d'un ennemi marxiste et/ ou juif (*Volksfeind*), la sortie du chaos de Weimar, les promesses et succès du régime national-socialiste avant de finir par un appel à la « communauté du peuple », en soulignant qu'elle était menacée et que son essence était donc de combattre. Le récit politique mis en œuvre était donc celui d'un succès assuré par le régime, mais gardait en son cœur une « complication<sup>57</sup> » capable de poursuivre la mobilisation de la population. Cette « complication » était le prolongement de la « légende du coup de poignard (dans le dos) » (*Dolchstoßlegende*), née en 1918 et diffusée jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Elle permettait la transformation de la *Volksgemeinschaft* en *Kampfgemeinschaft* (« communauté de combat »). Dans ce substrat et les discours officiels, l'antisémitisme était central, comme lors du discours d'Adolf Hitler du 2 mai 1936, quand il déclara, dans un dialogue avec la foule, que l'ennemi des Allemands était le Juif<sup>58</sup>. Les discours officiels traçaient donc la ligne entre les inclus et les exclus et donnaient le sens de l'histoire.

À ce cœur idéologique étaient associés des éléments plus anciens, réinventés par le régime, notamment le lien avec la nature, mis en valeur dans les discours dès 1933<sup>59</sup>. Cette référence passait par la décoration festive du jour, mais aussi par le motif de l'unité entre les *Volksgenossen* et la nature, avec l'idée du renouveau *völkisch*. Il s'agissait d'une idée ancienne associée au Mai, folklorique en partie (arbre de Mai rituel) mais réinterprété dans un sens national-socialiste. Cependant, l'accent

<sup>55</sup> Hans-Ulrich Thamer, « Volksgemeinschaft. Mensch und Masse », dans Richard von Dülmen (dir.), *Erfindung des Menschen. Schöpfungsträume und Körperbilder 1500-2000*, Wien, Boehlau Wien, 1998, p. 367-386 ; Jeffrey Verhey, *Der »Geist von 1914« und die Erfindung der Volksgemeinschaft*, Hamburger Edition, Hamburg 2000 ; Michael Wildt, « Volksgemeinschaft und Führererwartung in der Weimarer Republik », dans Ute Daniel / Inge Marszolek / Wolfgang Pyta et al. (dir.), *Politische Kultur und Medienwirklichkeiten in den 1920er Jahren*, München, Oldenbourg, 2010, p. 181-204, ici p. 186.

<sup>56</sup> J. Verhey, *Der "Geist von 1914"*, op. cité, ici p. 346.

<sup>57</sup> William Labov et Joshua Waletzky, « Narrative analysis: oral versions of personal experience », dans June Helm (dir.), *Essays on the Verbal and Visual Arts. Proceedings of the 1966 Annual Spring Meeting of the American Ethnological Society*, Seattle, University of Washington Press, 1967, p. 12-44.

<sup>58</sup> Staatsbibliothek zu Berlin, Preußischer Kulturbesitz, Zeitungsabteilung, Ztg 1607 MR, *Völkischer Beobachter*, « Erst Tag marxistischer Völkerverhetzung - heute Tag der deutschen Volksgemeinschaft. Die große Rede des Führers an das schaffende Deutschland », 2 mai 1936, p. 2.

<sup>59</sup> Staatsbibliothek zu Berlin, Preußischer Kulturbesitz, Zeitungsabteilung, Ztg 1607 MR, *Völkischer Beobachter*, „Wie man bei uns den 1 Mai feiert“, 24 avril 1934, p. 4.

mis sur l'interprétation la plus radicale, développée en 1934 sous l'influence de Alfred Rosenberg<sup>60</sup>, échoua : ce discours ne fut pas reconduit les années suivantes. Et, à l'échelle locale, notamment au sein des fêtes d'entreprise, les idées étaient peu marquées idéologiquement. Les acteurs locaux avaient donc fait le choix de célébrations d'inspiration traditionnelle, soulignant le renouveau de la nature d'une part, la solidarité d'autre part, notamment dans le cadre de pratiques de commensalité<sup>61</sup> qui poursuivaient celles qui existaient avant 1933. Les chants et la musique jouée lors des soirées du 1<sup>er</sup> mai avaient un caractère national et traditionnel, sans la dimension nationale-socialiste, raciste et militaire des célébrations officielles, systématiquement conclues par le *Deutschlandlied* et le *Horst-Wessel-Lied*. Il proposait une définition de la « bonne » communauté beaucoup plus modérée et fondée sur l'idée d'un vivre ensemble, où l'exclusion de fait des Juifs était présentée comme naturelle. Ainsi, pour l'organisation de la fête d'entreprise du soir, organisée en 1935 par la DAF, cette dernière transmet les ordres suivants à ses représentants locaux, dans une lettre-circulaire datant du 15 avril :

Le caractère de cette fête doit correspondre à une communauté qui s'exprime dans la joie festive. Il n'est donc pas ici attendu que de grands discours soient tenus, mais bien plus un programme de chants et de musique compréhensible et tourné vers une humeur joyeuse, accompagnant le temps passé sans contrainte des participants. En outre, on doit pouvoir danser partout<sup>62</sup>.

À ces éléments classiques s'ajoutaient, en fonction des espaces, des caractéristiques issues des traditions héritées (chars du cortège festif, reines de mai, habits traditionnels), mais aussi des éléments de la culture locale, dont certains étaient d'inspiration religieuse, car la journée de fête commençait dans certaines régions systématiquement par un office, catholique ou protestant, avant-guerre<sup>63</sup>. Ainsi, les Allemands eux-mêmes contribuaient à une définition partagée qui était moins nationale-socialiste qu'ancrée dans une certaine continuité culturelle. Les limites, en termes d'organisation et de contenu, étaient toutefois fixées par le régime et ses représentants au préalable : les comités organisateurs de la fête étaient pilotés par le NSDAP et ses organisations associées, groupes de jeunesse, SS, SA et DAF en occupaient le cœur fonctionnel et festif. L'autonomie donnée aux communautés locales ainsi que l'espace qui lui était accordée était donc décidée d'en haut.

Les entreprises fournissaient quant à elles des éléments de promesse sociale et développaient lors des célébrations tout un discours appelant à la loyauté à l'égard du régime et Adolf Hitler. Ce dernier était tout particulièrement honoré et remercié comme garant de l'ordre et de la croissance économique retrouvée d'abord, puis comme restaurateur de la puissance nationale, et cela dès 1935 nourrissant le *Mythe Hitler*<sup>64</sup>. En célébrant dans leurs discours la hausse de la

<sup>60</sup> Staatsbibliothek zu Berlin, Preußischer Kulturbesitz, Zeitungsabteilung, Ztg 1607 MR, *Völkischer Beobachter*, Alfred Rosenberg, « Der 1 Mai », 1er et 2 mai 1934, p. 1.

<sup>61</sup> Citons le cas de la « ville de tentes » (*Zeltstadt*) construite par l'entreprise Hoesch-KölnNeuessen AG pour ses employés en 1936 et 1937, dans Thyssenarchiv Duisburg, H/389 Hoesch AG.

<sup>62</sup> Thyssenarchiv Duisburg, H/389 Hoesch AG.

<sup>63</sup> Comme c'était le cas, entre autres, à Hanovre (NLA, Hann. 122a, Nr. 540) ou à Titisee-Neustadt dans le Württemberg (LAV Baden-Württemberg, Staatsarchiv Freiburg B 726/1, Nr. 1821).

<sup>64</sup> Ian Kershaw, *Le mythe Hitler*, Flammarion, Paris, 2006 (1990 édition allemande).

production et de la main-d'œuvre employée, les succès sur la scène internationale aussi, les directeurs des entreprises ou des usines raccrochaient les festivités à l'idée d'une « communauté du peuple » identifiée à une communauté productive et de combat. Ils l'ancraient par le bas dans la communication politique officielle<sup>65</sup>.

L'imbrication entre les discours aux différentes échelles était permise par la succession de célébrations du matin au soir, célébrations du Reich et célébrations locales, qui faisaient de cette journée un « événement médiatique global » (*event*)<sup>66</sup> capable de diffuser le message du régime au cœur de la société et qui puisait, là encore dans des registres culturels anciens, dont ceux du mouvement ouvrier. Cet *event* s'appuyait sur toutes les ressources médiatiques de l'époque, articulées entre elles pour permettre la plus grande efficacité de la diffusion au sein de la société de la bonne lecture de l'histoire<sup>67</sup>. Berlin était alors le modèle et le lieu central des manifestations du jour : les horaires des festivités des écoles, des défilés des entreprises étaient fixés pour permettre l'écoute de la réunion de la jeunesse le matin, de la festivité principale de l'après-midi et en particulier du discours du *Führer*. Là encore, les formes festives étaient mixtes car, pour permettre cette diffusion, les pratiques culturelles de la journée s'enracinaient dans les formes festives du mouvement ouvrier développées sous la République de Weimar ; en témoigne l'utilisation de chœurs, formés par les différentes organisations nationales-socialistes, les associations locales et sein des entreprises où les salariés volontaires chantaient ou jouaient le rôle de récitants. Bien plus, cette récupération formelle se lisait dans la mise en scène des masses ordonnées autour des dirigeants<sup>68</sup>.

Ces masses en image et en mouvement mettaient en avant une image du *Volksgkörper* (« corps du peuple ») sain qui fournissait un modèle à suivre et une image de soi conçue comme étant euphorisante pour toutes et tous, pour les spectateurs, en direct lors des défilés ou en différé par reproduction dans la presse et retransmission filmée. La masse en mouvement, les défilés en rangées ordonnées d'inspiration militaire - du moins en théorie pour les cortèges d'entreprises - devaient être le miroir du *Volk* et fournir les règles du comportement à suivre.

### La fabrique sociale de la *Volksgemeinschaft*

Le 1<sup>er</sup> mai mettait en œuvre des mécanismes sociaux d'inclusion, d'exclusion et de distinction qui pouvaient rejoindre les attentes des Allemands.

Les mécanismes sociaux d'inclusion passaient par la participation aux différentes festivités de la journée. Depuis 1933, il était prévu que tous les Allemands de tout le *Reich* participent directement aux célébrations, soit sur place, soit à distance, par la retransmission de la journée sur toutes les radios du pays, relayées par des hauts parleurs situés dans les rues. En outre, cette

<sup>65</sup> Comme dans les discours du Werksführer (« directeur d'usine ») de la August Thyssen-Hütte AG de Duisburg-Hamborn tenus les 1er mai 1935 et 1939 (Thyssen Archiv, Duisburg, A/5359).

<sup>66</sup> Andreas Hepp et Veronika Krönert, *Medien - Event – Religion : Die Mediatisierung des Religiösen*, Wiesbaden, V. S. Verlag für Sozialwissenschaften, 2009, ici p. 35.

<sup>67</sup> Inge Marszolek, « Vom Proletarier zum „Soldaten der Arbeit“. Zur Inszenierung der Arbeit am 1 mai 1933 », dans Marc Buggeln et Michael Wildt (dir.), *Arbeit im Nationalsozialismus*, München, Oldenbourg, 2014, p. 215-228.

<sup>68</sup> Matthias Warstat, *Theatrale Gemeinschaften. Zur Festkultur der Arbeiterbewegung 1918-33*, Tübingen, A. Francke Verlag, 2004.

participation majoritairement indirecte aux cérémonies de la capitale se doublait d'une autre, locale, dans le cadre des manifestations en miroir organisées dans les villes majeures de chaque *Gau* et de chaque *Landkreis* et qui encadraient le programme de Berlin sans empiéter sur ses horaires<sup>69</sup>. La population rurale était conviée à ces fêtes organisées dans les chefs-lieux des *Reichsgaue* si aucune autre manifestation n'était organisée dans leurs communautés, comme dans le Württemberg. Enfin, à l'échelle du quartier, de l'école et de l'entreprise, des défilés, appels ou fêtes étaient toujours insérées dans le déroulement national de la journée.

Les *Gemeinschaftsfremden* étaient exclus de ces célébrations et en premier lieu les Allemands juifs, parce qu'ils n'y étaient pas conviés, le plus souvent implicitement soit, plus rarement, explicitement. Implicitement, car à partir de début avril 1933, une campagne de persécution et de mise à l'écart - campagne publique relayée par une séquence médiatique quotidienne liant un boycott occupant fortement l'espace public berlinois et mesures croissantes d'interdiction d'exercice de métiers - avait clairement établi les limites de l'appartenance au peuple allemand, excluant les juifs<sup>70</sup>. Explicitement car à la fin du mois, la presse avait diffusé l'interdiction faite aux enfants juifs de participer à la manifestation de la jeunesse à Berlin<sup>71</sup>. Pourtant, la question du paiement des travailleurs juifs et des indemnités à leur verser lors des jours fériés, dont le 1er mai, resta une question débattue, devant les tribunaux, jusqu'à la guerre<sup>72</sup>.

Cependant, les sources nous permettent de dépasser l'opposition binaire entre *Volksgenossen* (« membres de la communauté ») et *Gemeinschaftsfremden* (« étrangers à la communauté ») issue des travaux de Detlev Peukert, un dépassement déjà proposé par Franz Bajohr et Michael Wildt<sup>73</sup>. En effet, le degré d'inclusion n'était pas le même pour tous et la référence à la « communauté du peuple » constituait une dynamique double d'exclusion et d'inclusion continue. Les défilés mettaient en scène un ordre social inégal et hiérarchique nouveau, favorisant tout d'abord les membres du parti et ses groupes associés, mais aussi les notables, et, plus généralement, les hommes. Suivant l'idéologie communautaire officielle les participants des défilés n'étaient pas séparés par catégories sociales. Certains groupes avaient en outre un rôle dominant dans les festivités, comme les chœurs, les orchestres, les groupes d'enfants ou de jeunes gens ainsi que les organisations du parti, de l'armée et de l'État.

Toutefois, en fonction des années, des espaces et des entreprises, cet ordre pouvait être modifié par les participants eux-mêmes. Ce fut le cas pour les femmes, exclues en 1934 des défilés de l'entreprise OSRAM de Berlin ; cette exclusion suscita de telles critiques internes qu'elles furent

<sup>69</sup> Comme à Oldenburg, chef-lieu du *Reichsgau* Weser-Ems suivant le courrier envoyé par le *Staatsministerium*, le 25 avril 1933 et conservé au Niedersächsisches *Landesarchiv* d'Oldenburg (appelé désormais NLA, NLA OL, Rep 740, 170-1 Nr. 7). Cette lettre diffusait à l'échelle locale les modalités de la fête du 1er mai en application du *Runderlass des Ministeriums des Innern* du 25 avril 1933.

<sup>70</sup> Comme on peut le suivre dans le *Berliner Morgenpost*, un des plus importants journaux berlinois et allemands de l'époque, (Staatsbibliothek zu Berlin, Preußischer Kulturbesitz, Zeitungsabteilung, Ztg 789b MR).

<sup>71</sup> Staatsbibliothek zu Berlin, Preußischer Kulturbesitz, Zeitungsabteilung, Ztg 1607 MR, *Völkischer Beobachter*, « Der Aufmarsch der Jugend im Lustgarten. Antretplätze und Abmarschzeiten », 29 avril 1933, p. 2.

<sup>72</sup> Rheinisch-Westfälisches Wirtschaftsarchiv zu Köln (désormais R. W. W. A.), Cologne, Fond Gutehoffnungshütte, 4001481/31.

<sup>73</sup> Frank Bajohr / Michael Wildt, « Einleitung », dans id. (dir.), *Volksgemeinschaft. Neue Forschungen zur Gesellschaft des Nationalsozialismus* (Die Zeit im Nationalsozialismus, Fischer Taschenbuch, Bd. 18354), Frankfurt am Main, Fischer Taschenbuch Verlag, 2009, p. 7-23.



réintégrées dès l'année suivante, mais en fin de cortège<sup>74</sup>. Dans l'ensemble, si la participation des hommes aux défilés et aux manifestations en lien avec les célébrations officielles berlinoise était un « devoir » (*Pflicht*), celle des femmes relevait du « volontariat » (*freiwillig*). C'était donc à elle de décider de leur niveau d'inclusion dans la communauté<sup>75</sup>.

Le principe de distinction sociale par la mobilisation au service du parti, de l'État et de la *Volksgemeinschaft* quant à lui se traduisait dans la mise en avant des « hommes de confiance » (*Vertrauensmänner*), représentants des travailleurs au sein des entreprises, mais aussi des délégations d'ouvriers conviés aux festivités berlinoises, des vainqueurs de l'Olympiade du travail (*Reichsberufswettkampf*), membres d'honneur des différentes célébrations, voire invités du Führer lui-même. Ceux-là pouvaient bénéficier d'une place sur l'estrade, au-devant des cérémonies, à Berlin et en province, entre autres avantages obtenus.

Enfin, à l'intérieur des entreprises, le 1<sup>er</sup> mai et sa fête d'entreprise (*Betriebsfeier*) pouvaient être l'occasion de célébrer les travailleurs les plus âgés (*Jubiläum*), voire être la date où étaient accordées les promotions, tout particulièrement dans les administrations publiques.

En effet, à l'occasion de cette journée étaient à l'œuvre des mécanismes sociaux d'inclusion dans le cadre d'une « économie morale de la reconnaissance<sup>76</sup> » : création de la journée de fête, paiement de la journée chômée et majoration en cas de travail obligatoire, avantages en nature ou en argent distribués par les entreprises à leurs salariés, organisation de fêtes des entreprises pour leurs travailleurs, le tout exonéré d'impôts dans une certaine limite<sup>77</sup>.

Enfin, la dynamique d'exclusion a quant à elle été croissante avec la guerre et la conquête de territoires, car de plus en plus d'étrangers ont alors travaillé pour des entreprises allemandes, librement ou dans le cadre d'un travail forcé. Or, le travail était devenu depuis 1933 un service au profit de la « communauté du peuple » et du *Führer*. Tous les travailleurs n'avaient donc pas droit au jour chômé du 1<sup>er</sup> mai et, en cas de travail rendu obligatoire par les nécessités de la guerre, tous n'avaient pas droit aux mêmes salaires. Au bas de l'échelle se trouvaient, dans les territoires de l'Est, les Polonais, les « tziganes » et les Juifs<sup>78</sup>.

### Un projet politique aux multiples acteurs qui visaient à transformer l'individu en membre de la *Volksgemeinschaft*

Le projet politique national-socialiste consistait à transformer tous les Allemands en militants zélés, de tous les instants, sous la direction de leur(s) *Führer*. Ce projet et ce motif étaient au cœur des célébrations et de leurs relations, qui ne manquaient de souligner l'enthousiasme des masses. Il s'agit là d'un paradigme ancien de l'histoire des fêtes politiques, celui de l'intégration à un ordre politique comme conséquence de « l'enthousiasme » raconté, photographié et filmé<sup>79</sup>.

<sup>74</sup> Landesarchiv Berlin (désormais LAV Berlin), A Rep. 231 (OSRAM), Nr. 660.

<sup>75</sup> Citons entre autres un article du 29 avril 1935 publié à Dortmund, « Die Teilnahme der Frauen an den Kundgebungen des Nationalfeiertages », dans Thyssenarchiv, Duisbourg, H/389 Hoesch A.G.

<sup>76</sup> Edward Palmer Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the 18th century », *Past and Present*, Volume 50, Issue 1, 1 February 1971, p. 76-136.

<sup>77</sup> BArch, R 2/20591.

<sup>78</sup> BArch, NS/5/V – 92 ; R. W. W. A., Cologne, fond Gutehoffnungshütte 4001481/31.

<sup>79</sup> Mona Ozouf, *La fête révolutionnaire*, Paris, Gallimard, 1976.

Mais comment interpréter cet enthousiasme collectif<sup>80</sup>, a fortiori sous une dictature ? Pavoiser, saluer et applaudir étaient des obligations légales et un attendu social fort pour ceux qui étaient inclus dans la communauté<sup>81</sup>. Les festivités marquées par des serments collectifs ou des acclamations faisaient de chacun le témoin de la foi de l'autre (*Bekanntnis*).

En 1933, le thème central des célébrations étant celui du dépassement du marxisme, une thématique mise en œuvre notamment par des récits relatant la « conversion » à la cause nationale-socialiste d'ouvriers, anciens socialistes ou communistes. En 1933, les ouvriers avaient été intégrés du bon côté, à la condition d'adhérer au régime, notamment à travers la nationalisation de la valeur du travail, de la militarisation du travailleur. Cette conversion était mise en récit dans un ensemble de discours, feuilletons et reportages, mais aussi mis en scène à l'occasion de cette journée fondatrice. À partir de 1934, la *Volksgemeinschaft* étant devenue réalité, le motif devint celui de l'adhésion. En plus des manifestations relevant du culte de la personnalité d'Adolf Hitler, des signes distinctifs pouvaient être pratiqués ou portés : le « salut allemand », lors des célébrations, mais aussi le port de tous les produits dérivés, comme les insignes. Enfin, les plus militants pouvaient porter leurs uniformes et rejoindre leurs groupes quand ceux-ci avaient une mission particulière au sein des célébrations, comme la SA ou la SS. Porter un uniforme était alors un signe de distinction, mentionné clairement dans les règlements fixant l'organisation des défilés, jusqu'au sein des entreprises. Ceux-là étaient en effet détachés du reste des participants aux défilés et placés avant la masse des *Volksgenossen*<sup>82</sup>.

Cependant, les groupes sociaux étaient plus ou moins militants, ce dont les dirigeants étaient bien conscients. Ainsi, les plus jeunes générations étaient bien plus aptes d'après eux à adopter le modèle et l'esprit national-socialiste<sup>83</sup>. Cependant, au sein même des écoles, tous les écoliers ne participaient pas aux défilés officiels : ils étaient sélectionnés. Dans les entreprises, l'encadrement devint plus fort, à partir du 1<sup>er</sup> mai 1935, notamment quand elles héritaient d'une identité socialiste ou communiste, à l'instar de l'entreprise berlinoise OSRAM. Cet encadrement passait par les appels (*Betriebsappelle*), les écoutes en commun dans les usines, par la formation, contrainte et encadrée, des cortèges. Les travailleurs ne partaient pas défiler librement, dans les entreprises aux salariés les plus difficiles, jusqu'à la place de rassemblement où les discours officiels étaient écoutés. Ils y étaient amenés par les contremaîtres et dirigeants locaux du DAF après avoir pointé. *A contrario*, les travailleurs de l'hôpital psychiatrique d'Emmendingen près de Fribourg a. B. qui habitaient en ville, rejoignaient leurs camarades sur place<sup>84</sup>.

<sup>80</sup> Nicolas Mariot, « Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules », *Revue française de science politique*, 2001/5, p. 707-738 et idem, « Qu'est-ce qu'un "enthousiasme civique" ? Sur l'historiographie des fêtes politiques en France après 1789 », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2008/1, p. 113-139.

<sup>81</sup> LAV Berlin, A Rep 244-01 (NSDAP Gau Groß Berlin), Nr. 3.

<sup>82</sup> Que ce soit au sein du cortège des fonctionnaires d'Annaberg en Saxe (Sächsisches Staatsarchiv, Staatsarchiv Chemnitz, 30041 Amtshauptmannschaft Annaberg, Nr. 164) ou au sein du défilé de Sillenbuch, un quartier de Stuttgart (Stadtarchiv Stuttgart 922 - 246/2 Sillenbuch).

<sup>83</sup> Staatsbibliothek zu Berlin, Preußischer Kulturbesitz, Zeitungsabteilung, Ztg 1607 MR, *Völkischer Beobachter*, « Die Rede des Führers », 2 mai 1936, p. 4.

<sup>84</sup> Landesarchiv Baden-Württemberg (désormais appelé LAV Baden-Württemberg, Staatsarchiv Freiburg, G 1215/3 Nr. 125.

Les réfractaires, quant à eux, pouvaient adopter une attitude ambivalente - un *Eigensinn*<sup>85</sup> (le désir de « n'en faire qu'à sa tête ») - que les autorités avaient du mal à punir voire qu'elles ne souhaitaient pas punir. Et cela même dans les services publics. Ainsi, en 1934, le *Staatskommissar* de la capitale avait demandé que soient signalés les fonctionnaires qui n'avaient pas participé au défilé du 1<sup>er</sup> mai, et leurs professions et adresses personnelles étaient relevées. Si des listes lui étaient parvenues, aucune sanction disciplinaire n'avait été prononcée<sup>86</sup>. Cette pratique de contrôle de la participation se retrouve d'ailleurs dans de nombreuses archives produites par des administrations publiques. En outre, le contrôle n'était pas le même en fonction du temps de la journée. Pour la région d'Oldenburg (Basse-Saxe), la *Landesstelle Weser-Ems* du *Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda* précisait dans le document encadrant l'organisation des festivités de 1936 qu'il était défendu de contrôler la participation aux fêtes organisées après les cérémonies officielles : le reste de la journée appartenait donc aux travailleurs<sup>87</sup>.

Différents acteurs et différentes autorités se chargeaient de vérifier le respect de la participation de tout un chacun : le parti aux échelles locales, les autorités et administrations publiques, le DAF, les entreprises, les simples individus aussi, sans que cela ne porte nécessairement à conséquence. Les rapports de force locaux jouaient donc un rôle important.

En outre, cette gestion différenciée de la participation aux festivités du 1<sup>er</sup> mai traduit l'importance de la place des négociations avec les *Volksgenossen*, tant que ceux-ci ne remettaient pas en cause l'existence ou la légitimité du régime. Ainsi, entre 1933 et 1935, les célébrations furent adaptées aux demandes des individus, se plaignant tout particulièrement de la longueur des défilés. Ces plaintes entraînèrent en effet la décision de libérer plus tôt les travailleurs, la fin du *Staatsakt* au Tempelhofer Feld ayant lieu vers 14h00 dès 1934, après avoir raccourci le trajet des défilés, tandis que la liberté totale était donnée aux *Volksgenossen* restés à l'arrière pendant la guerre, jusqu'à 1942. Enfin, la question du paiement et de l'indemnisation liée au 1<sup>er</sup> mai suscita de longues et fastidieuses négociations entre l'État central et les acteurs locaux qui durèrent jusqu'en 1937, sans éteindre totalement cette question<sup>88</sup>.

Enfin, les pratiques étaient particulièrement hétérogènes, en fonction des branches d'activité et de la politique de chaque entreprise. Certains métiers ne pouvaient, pour diverses raisons, bénéficier des avantages directs de cette journée, comme les travailleurs des métiers de la culture et de la restauration<sup>89</sup>. Les politiques salariales ou d'entreprise prenaient le relais et modifiaient à l'avenant la « politique communautaire » définie par le pouvoir central. Entre chaque entreprise, la définition de la *Volksgemeinschaft* et les pratiques sociales qui y étaient associées à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai revêtaient donc un caractère plus ou moins social, plus ou moins militant alors que, après 1933, les autorités mettaient l'accent sur la course aux rendements et défendaient l'idée d'une communauté s'identifiant à une *Leistungsgemeinschaft*. À l'opposé des discours officiels, il est

<sup>85</sup> Alf Lüdtke, La domination au quotidien. "Sens de soi" et individualité des travailleurs en Allemagne avant et après 1933, dans *Politix*, vol. 4, n°13, Premier trimestre 1991. Le populaire et le politique (1) - Les usages populaires du politique, sous la direction de Annie Collovald et Frédéric Sawicki. pp. 68-78. ; id., *Des ouvriers dans l'Allemagne du XX<sup>e</sup> siècle. Le quotidien des dictatures*, Paris, L'Harmattan, 2000.

<sup>86</sup> LAV, Berlin, A Rep 003-04-01 Nr. 9.

<sup>87</sup> NLA Oldenburg, Rep. 740, 170-1, Nr. 7.

<sup>88</sup> Tout un dossier de courriers et documents du *Gemeindetag* documente ces longues et fastidieuses négociations entre 1934 et 1937 (BArch, R36/458).

<sup>89</sup> BArch, R56-III/1395.

bien difficile de qualifier le Troisième Reich de *Sozialstaat*. Seuls ceux qui interprétaient le « travail en direction du Führer<sup>90</sup> » comme une incitation à des politiques d'amélioration des conditions de travail, à l'instar de l'entreprise IG Farben<sup>91</sup>, contribuaient dans une certaine mesure à un État social, pour le profit des seuls *Volksgenossen*.

L'utilisation du concept de *Volksgemeinschaft* permet donc une analyse de la société allemande sous le régime nazi dépassant les catégories du Bien et du Mal, des Bons et des Méchants et mêlant différentes méthodes historiques parfois, à tort, opposées. Cette utilisation est le résultat du détachement de sa marque nationale-socialiste et du tournant mémoriel des années 2000. Les progrès décisifs de la recherche dans les années 1980 et 1990, de l'histoire du quotidien à l'histoire de la Shoah, ont en effet permis de passer outre sa disqualification d'après-guerre, en évitant tout risque de complaisance ou d'identification. Désormais, il s'agit pour l'historienne et l'historien de mettre en œuvre ce concept dans l'écriture de l'histoire du nazisme.

*Charlotte Soria*

Thèse : « Le Premier Mai, fabrique sociale, culturelle et politique de la "Communauté du peuple" nationale-socialiste (1933-1939) », sous la direction de Johann Chapoutot.

---

<sup>90</sup> Ian Kershaw, « "Working Towards the Führer." Reflections on the Nature of the Hitler Dictatorship », dans *Contemporary European History*, Vol. 2, n° 2, 1993, p. 103-118, Cambridge, Cambridge University Press.

<sup>91</sup> Bayer Archiv (Leverkusen), IG Farben 210/9 (Personal und Sozialwesen / Betriebsappelle und Betriebskundgebungen).